

Le Off de François Soudan.

jeuneafrique

[Voir la version web](#)

Le Off

Chaque semaine, François Soudan révèle ce que l'info n'a pas encore dit

Bonjour,

J'ai toujours eu une passion pour le bassin du Congo, pour ses 300 millions d'hectares de forêts et de tourbières. Je sais leur rôle irremplaçable pour l'humanité en termes de biodiversité, de régulation des cycles de l'eau et de stockage de carbone.

Mais je sais aussi que des dizaines de millions d'habitants y vivent et en vivent, qu'ils ne sauraient demeurer éternellement pauvres pour permettre à la planète de respirer et que les liens entre déforestation, conflits fonciers, mouvements de population et instabilité politique sont l'angle mort et pourtant tellement évident des préoccupations de la communauté internationale.

Le 26 mai, en marge des assemblées annuelles de la Banque africaine de développement à Brazzaville, se tiendra une table ronde d'importance majeure pour la survie de ce bien public mondial qu'est le bassin du Congo. Dix ans après sa création lors de la COP 22 de Marrakech, la Commission climat du bassin du Congo (CCBC), qui regroupe seize États d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Est

plus le Maroc, vient, le 12 mai à Nairobi, d'acter l'opérationnalisation de son Fonds Bleu.

Et ce sont pas moins de 60 projets prioritaires de développement bas carbone, valorisés à quelque 5 milliards de dollars, qui seront ce jour-là soumis à l'appréciation des bailleurs et investisseurs, tant publics que privés. Hébergé au sein de la BDEAC, le vecteur financier de la CCBC a un objectif à la fois clair et ambitieux : permettre aux pays membres de ne pas avoir à choisir entre leur développement et la lutte contre le réchauffement climatique, équation jusqu'ici insoluble.



Image satellite du fleuve Congo, au niveau de Kinshasa, Brazzaville et du lac Pool Malebo. © Nasa

Il a fallu dix ans d'efforts pour en arriver là. Dix ans pour faire admettre aux pays riches du Nord global que la conservation du plus grand capteur de gaz à effet de serre de la planète, le bassin du Congo, avait un coût que seuls les pays de la région étaient en mesure d'évaluer.

Dix ans pour leur faire admettre qu'une initiative purement africaine pouvait correspondre aux standards internationaux de transparence financière. Dix ans aussi à se battre contre les moulins à vent bureaucratiques des fonds multilatéraux sur le climat et pour faire en sorte que les pays membres de la CCBC – dont certains étaient tentés par la quête solitaire d'un jackpot imaginaire – parlent enfin d'une même voix.

Il est vrai que l'attention collective est happée par les guerres au Moyen-Orient, en Ukraine, dans l'est de la RDC ou au Soudan et que la mobilisation mondiale contre ce serial killer silencieux qu'est le réchauffement climatique a tendance à s'affaiblir. Beaucoup de nos lecteurs n'échappent pas à cet étiolement généralisé.

Après tout, le souci des générations futures n'est pas une priorité quand on se sent impuissant, démuni et que les urgences à régler ont pour échéance la fin du mois. Pour autant, la menace ne recule pas, elle avance inexorablement, et ne pas y faire face c'est avoir la certitude que l'insécurité alimentaire, les déplacements de réfugiés climatiques et les conflits se multiplieront, en Afrique comme ailleurs, à un coût incommensurable pour tous.

La Commission climat du bassin du Congo a désormais un siège et une radio-télévision, sis tous deux à Brazzaville. Le 26 mai, la table ronde des bailleurs de fonds aura pour but de doter le Fonds Bleu des moyens d'accompagner seize États sur la voie d'une économie bas carbone. L'action climatique n'étant pas un coût, mais un investissement à la fois vital pour l'humanité et « bankable » pour qui s'y engage, les bailleurs seraient bien inspirés de répondre présents, ainsi que les y invite le président de la BAD, Sidi Ould Tah.

S'abstenir et regarder ailleurs quand on est en position d'agir relèverait soit de l'irresponsabilité, soit d'une forme de défiance assimilable à du colonialisme vert.

Le bassin du Congo est un bassin de sève, d'or bleu et parfois, hélas, de sang. À Brazzaville, le 26 mai, l'occasion est offerte de faire de ce dernier poumon de

l'humanité un bassin de prospérité partagée.

Ce que j'ai vu et lu cette semaine

Une vidéo : « [The Rise of Deepfakes and How to Stop Them](#) », sur le site FT Tech du Financial Times. Les hypertrucages générés par l'intelligence artificielle sont une calamité fascinante et addictive. Comment les fabriquer, comment les repérer et comment s'en protéger. 24 minutes pour tout comprendre.

Un article : Dans [Le Parisien du 17 mai](#), le témoignage poignant de Boubacar, homosexuel sénégalais dénoncé à la police par son propre père et qui, comme des dizaines d'autres, a fui son pays pour échapper à la prison (cinq à dix ans ferme selon l'article 139 du Code pénal révisé le 30 mars dernier). « Ta mère aurait dû te tuer le jour de ta naissance ! »

Les articles de Jeune Afrique que je vous recommande

Une enquête : « [Tirailleurs de Poutine](#) » : à la rencontre des Africains prisonniers en Ukraine

Un reportage : [Kidal « toujours en guerre » : dans le nord du Mali, reportage au cœur de la capitale rebelle](#)

Nos révélations : « [On devait t'éliminer](#) » : en Guinée, les enlèvements au cœur de la machine répressive



François Soudan

Directeur de la rédaction de Jeune Afrique, je couvre l'actualité du continent depuis octobre 1977.

Téléchargez l'application Jeune Afrique sur votre mobile



Retrouvez-nous sur :



© Jeune Afrique 2026 - Tous droits réservés.

Vous recevez cet email car vous êtes inscrit à la newsletter de Jeune Afrique.

[Version en ligne](#) | [Préférences](#) | [Me désinscrire](#)